



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/2002/NGO/61  
31 janvier 2002

RANCAIS ET ANGLAIS  
SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-huitième session

Point 12 (a) de l'ordre du jour provisoire

**INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE  
SEXOSPÉCIFIQUE: VIOLENCE CONTRE LES FEMMES**

Exposé écrit\* présenté par le Centre international des droits de la personne et du développement  
démocratique (Droits et Démocratie), organisation non gouvernementale dotée du  
statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution  
1996/31 du Conseil économique et social.

[15 janvier 2002]

---

\* / Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les services  
d'édition.

Le jugement du Tribunal international des femmes 2000 pour la répression des crimes de guerre sur l'esclavage sexuel militaire du Japon

1. Le 4 décembre 2001, une nouvelle page d'histoire a été écrite lorsque le jugement final du Tribunal international des femmes pour la répression des crimes de guerre sur l'esclavage sexuel militaire du Japon a été rendu à La Haye. Le jugement arrive plus de cinquante-cinq ans après que l'armée impériale du Japon ait réduit à l'esclavage sexuel plus de 200 000 femmes entre 1932 et 1945.

2. En décembre 2000, la société civile de la région de l'Asie-Pacifique, appuyée par des ONG internationales, convoquait le Tribunal international des femmes pour la répression des crimes de guerre en réponse à l'absence de volonté des États d'assumer leurs responsabilités en matière de justice. Le Tribunal a été créé avec la conviction que cette absence de volonté ne réussirait pas à réduire au silence la voix des survivantes, ni à empêcher la responsabilisation en matière de crimes contre l'humanité. Ce jugement a montré que l'institutionnalisation de l'esclavage sexuel de jeunes filles et de femmes faisait partie intégrante des campagnes militaires japonaises.

3. En reconnaissant que des progrès ont été réalisés vers la reconnaissance et le jugement de crimes de violence sexuelle avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et celui du Rwanda (TPIR), le Tribunal international des femmes contre les crimes de guerre constitue un effort de plus pour mettre fin à l'impunité et veiller à ce que les citoyens perçoivent le droit comme un instrument de la société civile.

4. Le jugement du Tribunal international des femmes pour la répression des crimes de guerre n'est investi que d'une autorité morale. Il présente des recommandations découlant de ses conclusions juridiques et des principes de droit et de justice. La 58<sup>ème</sup> session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies peut faire en sorte que les États membres des Nations Unies servent les intérêts des peuples qui en font partie en diffusant le jugement du Tribunal de Tokyo de 2000 et en mettant en œuvre les recommandations du jugement. Les recommandations sont les suivantes :

« Le gouvernement du Japon doit assurer chacune des mesures de réparation qui suivent :

1. Reconnaître pleinement sa responsabilité dans l'instauration du «système de réconfort » et reconnaître que ce système violait le droit international.
2. Présenter des excuses complètes et honnêtes, en assumant sa responsabilité légale et en offrant des garanties pour que ces crimes ne se répètent jamais.
3. Indemniser, par l'entremise du gouvernement, les victimes et les survivantes et celles qui ont droit à une indemnisation par suite des violations déclarées aux présentes, avec des montants suffisants pour réparer le tort causé et empêcher qu'il se reproduise.

4. Mettre en place un mécanisme d'enquête rigoureux sur le système d'esclavage sexuel militaire, rendre ce mécanisme accessible à la population et assurer la préservation historique de la documentation.
5. Envisager, en consultation avec les survivantes, l'établissement d'une Commission de la vérité et de la réconciliation qui créera un dossier historique des crimes sexospécifiques commis pendant la guerre, la période de transition et l'occupation.
6. Reconnaître les victimes et les survivantes et leur rendre hommage par la création de monuments commémoratifs, d'un musée et d'une bibliothèque consacrés à leur mémoire et par la promesse que de tels crimes ne se produiront « jamais plus ».
7. Créer des projets éducatifs, tant formels qu'informels, comme l'inclusion de ce chapitre de l'histoire dans des manuels à tous les niveaux et l'appui aux universitaires et aux écrivains pour leur permettre d'informer la population, en particulier les jeunes et les générations futures, sur les violations commises et les souffrances subies.
8. Appuyer des initiatives de formation en matière de relation entre le système d'esclavage militaire et l'inégalité des sexes, et des préalables nécessaires pour assurer l'égalité des sexes et le respect de l'égalité pour les peuples de la région.
9. Rapatrier les survivantes qui souhaitent l'être.
10. Rendre publics tous les documents et autre matériel en sa possession au sujet des « postes de réconfort ».
11. Identifier et punir les principaux responsables de l'établissement et du recrutement des « postes de réconfort ».
12. Retrouver et rendre aux familles ou aux personnes proches qui le souhaitent les restes des femmes mortes pendant cette période.

Le Tribunal recommande de plus que les anciennes Nations alliées :

1. Rendent immédiatement publics tous les dossiers militaires et gouvernementaux sur l'établissement et le fonctionnement du système de «réconfort » ainsi que les raisons pour lesquelles ces crimes n'ont pas été jugés par le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (TMIEO).
2. Rendent immédiatement publics tous les dossiers militaires et gouvernementaux sur l'impunité de l'empereur Hirohito devant le TMIEO.

3. Reconnassent le fait qu'elles-mêmes n'ont entrepris ni enquête, ni poursuite contre les crimes commis contre les anciennes « femmes de réconfort » dans le cadre des procès intentés après la guerre et depuis les 55 dernières années.

Le Tribunal recommande en outre que les Nations Unies et tous les États qui en sont membres :

1. Prennent toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que le gouvernement du Japon accorde pleine et entière réparation aux victimes, aux survivantes et à celle qui ont droit à l'indemnisation suite aux violations commises contre elles.
2. Demandent l'opinion de la Cour Internationale de Justice quant à l'illégalité des anciens « postes de réconfort » et à la responsabilité du gouvernement du Japon dans ce dossier. »

### RECOMMANDATIONS

1. La Commission devrait profiter de l'occasion qui lui est offerte par le jugement du Tribunal international des femmes pour la répression des crimes de guerre pour rappeler au Japon qu'il doit se comporter de façon honorable et reconnaître sa responsabilité étatique.
2. La communauté internationale ne pourrait rendre un meilleur service aux victimes et au Japon que celui d'accepter le jugement final du Tribunal des femmes pour la répression des crimes de guerre à titre de document officiel de la 58<sup>ème</sup> session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.
3. Ainsi que l'ont déclaré les juges du Tribunal des crimes de guerre contre les femmes de La Haye, le 4 décembre 2001, en soulignant le courage et la détermination des survivantes : « Les crimes commis contre ces survivantes demeurent l'une des plus grandes injustices non réparées de la Deuxième Guerre mondiale. Il n'existe aucun musée, aucune tombe de la « femme de réconfort inconnue », aucune éducation des générations futures et aucun jour du jugement pour les victimes de l'esclavage sexuel militaire du Japon. Beaucoup des femmes qui ont lutté pour la justice sont mortes dans l'anonymat. Alors que les noms inscrits dans les pages d'histoire sont souvent ceux des hommes qui ont commis les crimes, plutôt que ceux des femmes qui en ont été victimes, ce jugement porte les noms des survivantes qui se sont avancé pour raconter leur histoire et ainsi, au moins pendant quatre jours, ont mis le mal sur l'échafaud et la vérité sur le trône ».

-----